

Architecture du système financier international

Introduction

L'architecture du système financier international comprend les institutions, les marchés et les pratiques que les pouvoirs publics, les entreprises et les particuliers utilisent dans leurs activités économiques et financières [1]. Cette architecture se réfère à la structure et aux séries de mesures qui peuvent aider à prévenir et à résoudre les crises dans un environnement financier international plus intégré. Les principales crises financières ont mobilisé la communauté internationale au renforcement de l'architecture du système financier international.

Les institutions internationales concernées et leurs rôles

Le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale (BM) jouent un rôle important pour la consolidation et le renforcement de cette architecture. Selon les experts, la mise en place d'un système financier international plus solide et plus stable réduira la vulnérabilité du monde à des crises financières dévastatrices et permettra à tous les pays de bénéficier des avantages de la mondialisation (accélération de la croissance et amélioration du niveau de vie). Dans ce contexte le rôle des deux institutions de Bretton Woods se définit en fonction de leur domaine d'expertise.

La Banque mondiale

La Banque mondiale s'occupe du développement global, de la réduction de la pauvreté et de la résolution des problèmes structurels et sociaux :

- Elle aide les pays en développement à évaluer leurs vulnérabilités structurelles et sociales et à identifier les faiblesses institutionnelles qui y sont reliées.
- Elle contribue au renforcement de la gouvernance économique et financière au niveau global dans son domaine d'avantage comparatif
- Elle aide les pays à faire face et à gérer les crises financières.

Par ailleurs la banque en collaboration avec le FMI conduit trois initiatives importantes relatives à l'architecture financière internationale. Il s'agit principalement :

- des rapports sur l'observation des standards et des codes
- du programme d'évaluation du secteur financier
- de la préparation des guides de gestion de la dette publique.

En définitive, la Banque Mondiale s'occupe spécialement de la gestion la dimension économique des crises et supporte la protection sociale pour aider les pays pauvres à gérer l'effet des chocs économiques [2].

Le Fonds Monétaire International

Le FMI, pour sa part, outre les trois initiatives ci-haut gérées conjointement avec la Banque mondiale, joue un rôle stratégique dans la consolidation du système financier international. Ses expertises s'articulent autour de trois réalisations [3] :

- Amélioration de la qualité et l'exactitude des données économiques diffusées par les autorités nationales et d'autres institutions
- Application croissante de codes de bonnes pratiques pour le bon fonctionnement de l'économie
- Création de la facilité de lignes de crédit préventives (LCP) permettant au FMI d'accorder des prêts à titre préventif, afin d'éviter les crises

Il intervient dans cinq grands domaines de coopérations internationales en matière de réforme qui sont les suivants [4]:

- La transparence : mettre en temps voulu à la disposition des marchés financiers et du public des données fiables et autres informations sur les politiques, pratiques et décisions économiques et financières (normes spéciales de diffusion de des données-NSDD; activités de surveillance; utilisation des ressources financières)
- Élaboration de normes universellement reconnues et contrôle de leur application : l'adhésion à des normes et codes internationaux de bonne conduite permet de veiller au bon fonctionnement des économies nationales, condition essentielle au bon fonctionnement du système international
- Renforcement du secteur financier : Les banques et autres institutions financières doivent améliorer leurs pratiques internes, notamment l'évaluation et la gestion du risque, et les pouvoirs publics doivent renforcer le contrôle et la réglementation du secteur financier pour suivre l'évolution de l'économie mondiale
- Participation du secteur privé à la prévention et à la résolution des crises : participation accrue du secteur privé à la prévention et à la résolution des crises peut limiter l'aléa moral, renforcer la

discipline de marché en facilitant une meilleure évaluation des risques, et améliorer les perspectives des débiteurs et des créanciers.

- Refonte des mécanismes financiers du FMI et autres aspects systémiques : Création d'un nouvel instrument de prévention des crises en 1999, le mécanisme des LCP. Ce dernier est immédiatement accessible aux pays membres ayant une politique économique saine et vise à parer à d'éventuels problèmes de balance des paiements résultant de la contagion financière internationale.

Critiques des réformes proposées par les deux institutions internationales (FMI et Banque mondiale)

Des critiques mentionnent que les réformes mises en place par ces institutions (les cinq domaines cités plus haut) sont ne pas suffisants pour obtenir le qualificatif de «nouvelle architecture financière».

En effet, selon *Jeffrey A. Frankel* [5], pour compléter les réformes, d'autres avenues devraient être explorées notamment :

- La question concernant la libéralisation du flux de capitaux internationaux et sa rapidité
- La question relative aux régimes de taux d'échanges et leurs flexibilités.

En tenant compte des expériences passées, cinq propositions concernant les régimes de taux d'échanges peuvent être faites [6] :

- Les pays devraient généralement tendre vers une flexibilité croissante de taux d'échange
- Tous les pays devraient aller vers un taux d'échange fixe
- Les pays devraient tendre vers un régime de taux d'échange flottant ou fixe avec une zone cible.
- La division du monde en quelques blocs de monnaie forte comme les pays européens qui ont abandonné leur monnaie pour adopter l'Euro et les pays de l'hémisphère Sud les leurs pour le dollar
- La stabilisation de taux d'échange entre le dollar, l'Euro et le Yen et laisser les petits faire ce qu'ils peuvent.

Quant à la circulation des flux de capitaux, les pays qui ont pleinement ouvert leur système financier ne peuvent pas avoir un taux d'échange fixe en même temps qu'une indépendance monétaire.

L'on doit conseiller les pays à chercher à profiter des avantages des bénéfiques les flux de capitaux mondiaux de s'assurer qu'ils ne détruiront pas leurs propres capacités à gérer les crises. Dans le système monétaire international actuel, l'on présume que l'une des actions à prendre devant une crise est la dévaluation : dès que l'économie mondiale signale qu'elle ne peut plus payer aussi cher le capital et les biens du pays comme avant, la dévaluation devient un moyen pour réduire d'un coup le prix de tous les produits d'une nation. Le revers de cette politique de dévaluation est le fait d'alourdir le fardeau de la dette du pays surtout ce dernier a beaucoup emprunté en devises (étrangères).

Recommandations

Quel soit le régime proposé, il apparaît que la réponse à la question de taux d'échange n'est pas simple pour tous les pays.

- Cependant, à mesure que les pays approchent le niveau de développement économique des pays industrialisés, ils devraient mettre en place des systèmes financiers bien développé et intégrer pleinement le système financier mondial. Pour y parvenir, la première chose qu'un pays cherchant les avantages des capitaux internationaux devra faire est d'établir un mécanisme pour détecter et sanctionner les institutions et entreprises nationales qui empruntent énormément sur le marché des capitaux. Ce pays devra également mettre en place un bon système de régulation bancaire, un système qui peut détecter et fermer les institutions financières non solvables ou presque insolubles qui en générale ont de fortes incitations à faire des investissements risqués mais non économiques.
- Mettre des restrictions, même temporaires, sur les flux de capitaux envers des pays de certain niveau de boom économique.
- Les arrangements pour fixer les taux d'échange sont essentiels pour certains petits pays à économie ouverte ou ceux qui ont un besoin désespéré d'importer la stabilité monétaire et financière. Les grands pays, cependant, devraient conserver ou tendre vers des taux d'échange flottant.

-
- [1] **Renforcement de l'architecture du système financier international**, fiche technique, FMI, 31 juillet 200
- [2] **International financial architecture**, the world bank group, <http://www.worldbank.org>
- [3] **Renforcement de l'architecture du système financier international**, fiche technique, FMI, 31 juillet 200
- [4] ibidem
- [5] Jeffrey A. Frankel (1999), **The international financial architecture**, policy brief No.51, Brooking Institution, june 1999
- [6] ibidem